

LE PSU ET LES ELECTIONS

1-*quelle campagne*

Le socialisme autogestionnaire, sur lequel repose le projet politique du P.S.U. n'est pas une philosophie, c'est une réponse politique au mouvement social qui se développe dans ce pays sous l'effet des mutations imposées par le développement capitaliste lui-même. C'est la réponse actuelle aux réalités actuelles de la lutte des classes.



La marche sur Besançon : la règle des luttes d'aujourd'hui

On l'a bien vu durant la dernière période : quand leur pouvoir d'achat est mis en cause, les travailleurs ne demandent pas seulement des augmentations de salaire, ils récusent la hiérarchie actuelle des salaires et commencent à revendiquer un statut

unique ; quand leur emploi est en cause, les travailleurs prennent le contrôle de leur entreprise et entament la popularisation de leur lutte : la C.F.D.T. a appuyé et organisé cette action ; à son tour et à sa manière, la C.G.T. elle-même commence à tirer les

leçons de la victoire des Lip : on le voit chez Râteau ou chez Darboy.

A propos du service militaire ou de l'enseignement, les jeunes affirment directement et massivement leurs droits. Les femmes n'attendent plus des hommes leur libération : elles veulent disposer librement d'elles-mêmes. Des régions, des territoires revendiquent leur autonomie pour s'associer librement à la collectivité dite nationale, dans le respect de leur originalité comme pour garantir leur développement. Les habitants entrent en lutte pour que leur ville leur soit rendue et soit délivrée des contraintes du projet de la spéculation, de même que les paysans réclament le contrôle de leur terre et de leur production. Même les consommateurs s'organisent pour imposer une meilleure qualité de la vie et des produits.

simplification

Ce mouvement social s'est développé à la fois contre le régime et contre le capitalisme et il est vain de distinguer ceux qui sont mécontents de l'un et voudraient garder l'autre. Il réalise ainsi concrètement l'unité populaire face au pouvoir, face à l'alliance entre l'Etat et le patronat. Il lui donne sa valeur offensive, sa signification de classe. On l'a bien vu lors de la grève des Lip, qui n'est pas apparue dans sa forme et dans son contenu revendicatif comme l'exception, mais bien comme la règle qui s'impose aux luttes sociales d'aujourd'hui.

Dans un tel contexte les élections présidentielles contraignaient toutes les organisations de gauche à simplifier le combat, à correspondre au mouvement unitaire qui se développait non pas à partir d'elles-mêmes, mais à partir de leur propre base sociale : l'esprit de responsabilité l'a emporté sur l'esprit de boutique et ainsi la victoire est devenue possible. Le P.S.U. pour sa part, après un débat démocratique qui a permis d'élargir la prise de conscience dans tous les secteurs militants, s'est engagé avec force et résolution dans la coalition populaire qui s'est réalisée autour de la candidature de François Mitterrand.

rompre avec le passé

Il l'a fait sans rien abandonner de lui-même, car nous le savons bien, la victoire électorale qu'aura permis le mouvement populaire, ne

détermine pas en elle-même une politique. Il appartient aux diverses organisations qui ont choisi de tout faire pour la victoire de préparer les voies d'une politique qui rompe effectivement avec le passé et réponde aux besoins et aux aspirations des travailleurs.

Ce serait une aberration d'imaginer qu'une victoire présidentielle devrait se limiter à la recherche de nouveaux équilibres dans le parlement actuel. Ce serait une faute grave de laisser croire qu'un nouveau gouvernement n'aurait qu'à appliquer le programme commun signé en juin 72 par le P.C. et le P.S. Nous l'avons dit et redit : aux orientations de ce programme — encore trop marquées d'étatisme et d'ambiguïtés — s'ajoute son inadéquation avec la situation qui s'est créée depuis deux ans, en raison de l'évolution économique (inflation, crise de l'énergie, conflits inter-impérialistes et inter-capitalistes) comme du développement même du mouvement social. Michel Rocard l'a bien indiqué dans une récente conférence de presse sur les questions économiques et nous avons noté avec intérêt que François Mitterrand se référait moins au programme commun proprement dit qu'à ce qu'il appelle ses options fondamentales. Il respecte ainsi ses engagements à l'égard de l'ensemble des forces qui le soutiennent, celles du programme commun comme celles du socialisme autogestionnaire.

Si d'ailleurs, sous l'effet de quelque contrainte, il en venait à limiter sa campagne à l'expression du programme commun, il est à craindre que la victoire devienne plus difficile et que la gauche se retrouve dans la situation de mars 73, avec les mêmes résultats.

La victoire, l'avenir de cette victoire dépendent de la capacité d'union des forces populaires. Le 25 avril a été la fête du programme commun et le meeting de la Porte de Versailles fut le moyen, pour des dizaines de milliers de travailleurs, de manifester leur appui au candidat unique. Nous regrettons qu'ils n'en aient pas eu le moyen dans le cadre d'une véritable fête de l'unité populaire, sur la base de la candidature et des forces qui la soutiennent. Nous ne doutons pas que l'ensemble des organisations concernées manifesteront pour le second tour l'esprit de responsabilité qu'elles ont montré lors de la désignation du candidat. Le P.S.U. pour sa part respectera ses engagements au service de la victoire.

C'est pour donner tout son sens à cette victoire qu'il mène aujourd'hui sa propre campagne. Cette victoire ne sera pas seulement celle d'un homme, ce sera celle des travailleurs : ils voudront en recueillir les fruits. Ce ne sera possible que s'ils participent eux-mêmes et directement au combat qui devra être mené aux lendemains d'une élection. En cas de victoire, l'heure ne sera pas à la démobilisation, mais à la vigilance et à l'action.

deux directions

La campagne du P.S.U. s'effectue à travers deux millions de tracts, 100.000 affiches, un tirage renforcé de « Tribune Socialiste », une brochure à grande diffusion, des centaines de meetings et de réunions, et aussi à travers les multiples initiatives de nos sections et de nos fédérations. Deux grandes directions sont données aux thèmes de campagne :

1) — **la lutte pour le contrôle ouvrier et populaire**, dans la ligne stratégique que nous avons définie en décembre 72 et précisée en novembre 73.

2 — **les mesures et les actions significatives** qui devront être recherchées au lendemain de la victoire : d'abord l'ouverture de négociations avec les organisations syndicales, l'appui aux travailleurs dans leurs luttes et leurs négociations avec le patronat, mais aussi des choix précis dans quatre grands domaines :

— des priorités de production, pour garantir durablement l'emploi ;

— une nouvelle organisation du travail, sous le contrôle des travailleurs ;

— de nouvelles formes de vie collective (la ville, l'école, l'hôpital) pour un exercice effectif de la liberté ;

— une action internationale qui diminue la pression des intérêts capitalistes sur les travailleurs et le poids de l'impérialisme dans le monde.

Ces grandes directions traduisent notre volonté d'engager une transition vers le

socialisme, ce socialisme autogestionnaire qui répondra de façon réaliste et efficace aux aspirations fondamentales de la jeunesse et des travailleurs : un autre développement et un autre pouvoir sont nécessaires. L'un ne va pas sans l'autre et des évidences commencent à apparaître : la crise de la croissance va de pair avec celle de la démocratie. Pour les résoudre, il n'y a que deux solutions : ou bien le renforcement des contraintes et des oppressions, ou bien la mise en œuvre par les travailleurs d'une autre croissance et d'une autre démocratie. Le socialisme autogestionnaire, c'est la voie de nos sociétés vers le socialisme.

Cet immense espoir implique une lutte à tous les niveaux : économique, politique, idéologique, et aussi au niveau local comme au niveau global. C'est dire qu'aux lendemains d'une victoire de la gauche, il est nécessaire que la mobilisation populaire et l'action gouvernementale puissent se développer dans le même sens et non pas, comme on l'a vu trop souvent dans le passé, dans des sens d'abord différents et bientôt contradictoires.



De lip à la lutte dans les banques : *une solidarité de classe effective*

2-mobilisation populaire et gouvernement

Pour le P.S.U. il est impossible de séparer luttes sociales et luttes politiques : c'est pourquoi il serait inimaginable qu'un gouvernement de gauche en vienne à bloquer la mobilisation de ceux à qui il doit son existence.



Comme au Chili : La liberté peut sombrer.

Il lui faut au contraire aider et appuyer cette mobilisation pour changer réellement la vie et la société. Il y a dans le programme commun un certain nombre d'éléments qui peuvent contribuer à la satisfaction des revendications et aux mobilisations nécessaires ; il y en a aussi qui sont nés des luttes menées durant ces dernières années. Le Conseil national de la C.F.D.T. en a — nous semble-t-il — dégagé un bon nombre dans ses dix sept propositions concernant l'immédiat. D'une façon générale, il est nécessaire de donner libre cours à la volonté de contrôle ouvrier et populaire qui ne manquera pas de se manifester dans les entreprises, les quartiers, les campagnes. Des comités populaires peuvent aider à réaliser les débats et les jonctions nécessaires dans les lieux mêmes où s'expriment les revendications, où se développent les luttes.

un contrôle effectif

Il est évident que la nature et les effets du contrôle ne sont pas les mêmes selon qu'il s'agit d'un gouvernement de gauche ou de droite. En prenant le contrôle de leurs entreprises, les travailleurs de Lip ont mené une lutte syndicale pour garantir efficacement

leur emploi : leur victoire n'a pas changé pour autant le fonctionnement de l'entreprise. S'ils ont affaire non plus à Messmer mais à un gouvernement de gauche, leur lutte peut servir à imposer — à Lip et ailleurs — un contrôle effectif sur l'avenir de l'entreprise, sa gestion, ses investissements, ses mouvements de capitaux. C'est la question du droit même du licenciement qui peut être posée, en même temps que peut être engagée une action contre les fermetures d'entreprise.

De la même façon, pour lutter contre la fuite des capitaux, il n'est pas indifférent que les travailleurs des banques soient ou non mobilisés : il y a là des solidarités qui ne se fondent pas seulement sur la satisfaction de telle ou telle revendication. L'affrontement droite-gauche a pris un caractère de classe : une victoire de la gauche doit déboucher sur les solidarités de classe effectives.

Si un gouvernement de gauche ne le comprenait pas, il travaillerait lui-même à sa ruine et risquerait de préparer quelque revanche sanglante de la part d'une droite prête alors à tout quand ses profits sont en cause. De la même façon, si la mobilisation populaire se trompait d'adversaire et

confondait la droite et la gauche, à partir du moment où celle-ci gouverne, le risque serait grand de voir un tel gouvernement s'effondrer ou s'orienter, en effet et inéluctablement, vers la droite, privant ainsi les travailleurs des quelques moyens politiques qu'ils avaient tenté de se donner.

le combat de la liberté

Le P.S.U. a su prendre ses responsabilités au sein de la coalition populaire pour permettre la victoire de la gauche. De la même façon il les prendra — à travers le débat démocratique qui le caractérise — à l'égard de la situation créée par cette victoire et en fonction du nouveau rapport des forces qui aura été établi. Encore faut-il bien sûr que ce rapport des forces soit effectivement maintenu, sur le terrain politique et social.

Sur le terrain social, cela veut dire que loin d'immobiliser le mouvement populaire, l'action gouvernementale devrait au contraire le favoriser, s'appuyer sur les formes d'action et de pouvoir qui se développeront sur une base de masse, dans les lieux de production et les centres essentiels de la vie sociale. Sur le terrain politique, cela veut dire que la coalition populaire doit conserver les caractères et les équilibres qui auront permis la victoire.

Certes, à la veille du premier tour, l'heure n'est pas à s'interroger sans fin sur les conséquences d'un succès éventuel au second tour. Il est cependant significatif que ces questions soient posées : c'est le signe que la victoire de la gauche est devenue possible. La droite ne se bat plus qu'en fonction de cette hypothèse ; c'est dire quelle serait sa situation dans le cas où elle bénéficierait encore d'une courte majorité. Ses peurs, ses impuissances, ses contradictions plongeraient bientôt le pays dans une crise sans précédent où la liberté peut sombrer définitivement.

Au moment où un pays comme le Portugal vient, dans des conditions fort singulières, de soulever un peu le joug qui l'étouffé, il serait grave de voir notre pays s'enfoncer, lui, dans de redoutables impasses. La gauche mène aujourd'hui le combat de la liberté, celle du peuple : il faudra qu'aux lendemains de la victoire, les hommes de gauche, les forces de gauche sachent faire face à la responsabilité qui leur aura été confiée par le peuple, celle d'ouvrir la voie au socialisme et au pouvoir populaire.

Tout se jouera alors en effet dans les semaines et les mois qui suivront. C'est pourquoi un programme d'urgence sera nécessaire.

pour un programme d'urgence

La défaite de la droite et le développement d'une mobilisation populaire créent des exigences immédiates qui devraient constituer le programme d'action de la gauche au pouvoir.

I nous semble utile d'indiquer quelques pistes de réflexion dans cette perspective

1 - la négociation avec les organisations syndicales : il s'agit moins de refaire un Grenelle (car un tel type de réunion ne peut que suivre un développement important

de grèves et de luttes) que d'établir d'un commun accord un certain nombre de procédures et de propositions. Il faut jeter les bases de nouvelles lois et de nouvelles conventions. Déjà des perspectives ont été tracées par Edmond Maire par exemple récemment encore.

2 - l'utilisation de la légalité en faveur des travailleurs : un certain nombre de lois ont été détournées ou délaissées au profit des intérêts capitalistes ; il est possible de les faire fonctionner pour les intérêts ouvriers qu'il s'agisse d'hygiène et de pollution ou — pour rappeler des campagnes récentes — d'étiquetage et de contrôle des produits.

3 - les mesures qu'exigerait la situation économique : Michel Rocard, dans des articles et une conférence de presse, en a indiqué l'essentiel nous n'y reviendrons pas ici.

4 - les libertés essentielles, qui devraient caractériser une nouvelle politique. Je voudrais développer plus particulièrement ce point.

— **appliquer et étendre le droit du travail** : c'est-à-dire :

- assurer l'application du **droit du travail** dans les conflits sociaux (notamment l'exécution des décisions de justice contre le patronat) ;
- étendre les **pouvoirs des comités d'entreprises**, qui seront rendus souverains en matière d'emploi (par ex. sur les risques de licenciements collectifs), et auront un pouvoir de regard collectif sur les gestions et les priorités de la production ;
- **supprimer l'arbitraire** dans les conditions de travail et l'exercice du commandement.

— **assurer les libertés syndicales** :

- garantir la **protection des représentants syndicaux** et l'expression des travailleurs dans l'entreprise ;
- renforcer les sanctions **contre les patrons** qui violent les dispositions en vigueur sur la protection des délégués ;
- étendre « **l'heure d'information syndicale** » ;
- **refuser de reconnaître les syndicats-maison** et sanctionner sévèrement les entraves à la liberté syndicale (affichage - réunions...)

— **assurer aux travailleurs Immigrés l'égalité réelle des droits** :

- par **l'interdiction de l'expulsion** pour motifs politiques ;
- par la **reconnaissance de l'intégralité des droits politiques et syndicaux** aux travailleurs immigrés qui résident sur le territoire national ;
- en sanctionnant sévèrement les manquements à la **législation anti-raciste**.

— **permettre l'expression des « exclus » de la société française** :

- en prenant des mesures pour la **libération de la femme** : abolition de la loi de 1920, contraception et avortement libres et gratuits ; aide à la femme qui travaille (crèches, garde à domicile...) pour lui permettre le libre choix de son activité ;
- en **abaissant le droit de vote** à l'âge de 18 ans ;
- en permettant **aux vieillards** de se réinsérer dans la vie sociale sans les enfermer dans le ghetto de l'assistance ou de l'hospice (possibilité d'entamer une activité sociale pour les vieillards) ;
- en réformant le **régime carcéral et asilaire** par la priorité donnée à la réinsertion sur la répression.

— **bloquer l'application des « lois scélérates »** en attendant leur abrogation par le parlement :

- par la cessation des poursuites en vertu de la loi anti-casseurs
- par la suppression des tribunaux d'exception,
- par l'abolition des régimes de la détention préventive, de l'internement administratif, de la garde à vue : il s'agit de textes réglementaires qui peuvent être suspendus ou supprimés ;

— **libérer l'information** :

- en supprimant la tutelle gouvernementale sur l'ORTF (abolition de la tutelle du Ministère de l'Information et des Affaires Etrangères sur l'Office) ;
- en permettant d'entamer une véritable décentralisation régionale, par l'octroi de moyens financiers suffisants à ce niveau ;
- en garantissant à la presse les moyens financiers et l'équipement technique indispensables si l'on veut éviter que se poursuive le phénomène de mainmise des groupes financiers sur la presse.

— **restaurer le droit d'expression** :

- en garantissant le droit de réunions et de manifestations, en limitant au maximum les contraintes du « devoir de réserve » des fonctionnaires, en restituant aux enseignants une liberté pédagogique réelle.

5 - la défense des acquits populaires ; les travailleurs ne doivent pas être frustrés de leur victoire, ce qui implique une double tâche :

— **Défense économique après la victoire** : ce point est en effet essentiel à la réussite initiale.

- Il faut d'abord **lutter contre la spéculation extérieure** en établissant un contrôle des changes extrêmement rigoureux assorti de sanctions sévères, et en interdisant aux spéculateurs de réaliser un profit sur leurs opérations (que cela passe par la flottaison du franc ou la défense de la monnaie) ;

- Il faut **défendre l'emploi** dans le cadre d'une politique de relance du pouvoir d'achat, au moyen de nouveaux choix budgétaires et d'une politique sélective du crédit en direction des secteurs jugés prioritaires ;

- Il faut **garantir** la sécurité et le renouvellement des investissements productifs, en soumettant les entreprises à des normes précises d'investissement à respecter, sous peine de sanctions fiscales ou de nationalisation : c'est le moyen de faire face à la « **grève de l'investissement** ». Parallèlement, favoriser l'épargne populaire par une indexation des taux.

- Il faut par ailleurs **lutter très énergiquement contre la hausse des prix** : le blocage des prix (particulièrement pour les produits de première nécessité et les tarifs publics) est indispensable pour faire face à une rigidité excessive de l'offre, qu'elle soit due à l'inertie économique ou à un sabotage organisé ;

- Enfin, il faut **préserver l'indépendance économique et technologique** du pays en renonçant immédiatement à certaines prises de contrôle étrangères dans l'industrie du pays et en soumettant les investissements nouveaux à un strict contrôle d'adéquation aux priorités définies par les travailleurs.

- **Révision du budget**, arrêt si nécessaire de certaines dépenses de prestige contrôle sur les dépenses somptuaires et les gâchis énormes dans le cadre de l'entreprise aussi bien que du budget des localités.

— **Défense d'un pouvoir de gauche issu des élections présidentielles** : pour faire face aux tentatives éventuelles de sabotage ou de tension organisée contre le pouvoir soutenu par les forces populaires, il est important et urgent

- de **dissoudre** tous les corps et groupes para-policiers et paramilitaires ;

- de **rétablir** l'intégralité des droits syndicaux dans la police et d'introduire les libertés syndicales et démocratiques dans l'armée ;

- de **renoncer**, en ce qui concerne ces forces, à leur utilisation privilégiée en direction d'un prétendu « **ennemi de l'intérieur** » qui tend à se confondre avec toute la gauche, sinon toute la population civile.

— **une action internationale**, pour réaliser :

— des **ruptures** significatives : avec les régimes fascistes, tels que celui de Pinochet au **Chili** ;

— des **accords** et des rapprochements qui permettent d'avancer vers l'Europe des travailleurs et de réaliser des échanges égaux avec des pays producteurs de matières premières ou détenteurs de sources d'énergie ; la reconnaissance des gouvernements démocratiques (**GRUNC** et **GRP** notamment).

Un tel programme d'urgence peut permettre — nous semble-t-il — les jonctions nécessaires entre des forces qui se définissent certes sur des perspectives différentes mais sont décidées les unes et les autres à tout faire pour consolider la victoire de la gauche et appuyer la mobilisation populaire.

confiance !

En peu de temps, dans le cadre de la campagne, de nombreux objectifs ont été avancés, relayant les revendications qui avaient mobilisé de nombreux travailleurs ces derniers mois. Des progrès ont été faits dans la voie de la plate-forme anti-capitaliste que le P.S.U. souhaitait établir avec l'ensemble des forces populaires. Dans l'hypothèse où la droite finirait par triompher, un pacte d'unité d'action anti-capitaliste deviendrait nécessaire : l'événement achève de le rendre possible. C'est dire que la gauche, pour peu qu'elle s'attache à développer l'unité populaire, peut regarder l'avenir avec confiance.

Cet avenir, l'élection du candidat unique de la gauche François Mitterrand, dès le 5 mai si possible, le 19 mai s'il le faut, permettrait de le bâtir plus vite et plus efficacement : c'est pourquoi le P.S.U. consacre tous ses efforts pour obtenir la victoire, comme il les consacrera demain à faire en sorte qu'elle soit bien la victoire des travailleurs.

Robert CHAPUIS, secrétaire national du PSU
(déclaration devant la presse le 29 avril 1974).